

Questions orales

accepte la notion que cela suffit, qu'il est temps d'agir et d'ordonner à John Crow d'abaisser maintenant les taux bancaires.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): A mon avis, monsieur le Président, les travaux du Comité des finances seraient utiles à un examen global de la politique monétaire.

Cependant, je dois signaler au député qu'au cours de la semaine, nous avons eu une manifestation de l'énorme vigueur de l'économie depuis deux ans, et que nous constatons une accélération de la croissance de l'économie qui place le Canada au tout premier rang des principaux pays industrialisés pour ce qui est de la croissance économique depuis deux ans. Cela, joint au niveau élevé de l'inflation que nous avons constaté également depuis une semaine au regard de la valeur croissante du dollar canadien et des taux d'intérêt dont nous sommes témoins depuis quelques mois, démontre indubitablement que le gouverneur de la Banque du Canada, dont le gouvernement appuie sans réserve la position, a eu raison de poursuivre sa politique monétaire. Si nous n'avions pas adopté cette politique, nous serions aux prises avec une situation inflationniste beaucoup plus grave.

• (1430)

Si je dois le rappeler au député, c'est exactement ce qui nous a conduit au gâchis des années 1981 et 1982, alors que le Canada a fait face à la récession la plus grave qu'il ait connue depuis les années 1930.

Des voix: Bravo!

M. Nystrom: Le ministre des Finances s'exprime de plus en plus chaque jour comme le faisait Allan MacEachen.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Retirez vos paroles!

M. Mulroney: Quelle bassesse!

M. le Président: Le député a fait vibrer une corde sensible.

M. Nystrom: J'imagine que j'ai également fait injure au sénateur à l'autre endroit, monsieur le Président.

[*Français*]

ON DEMANDE LA BAISSE DU TAUX BANCAIRE

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, il y a 8 semaines maintenant que le ministre a promis, dans son Budget du 26 avril, de baisser le taux d'intérêt déterminé par la Banque du Canada. Maintenant, monsieur le Président, nous avons l'appui des députés de l'opposition ici, et des députés du gouvernement là-bas, pour le baisser.

Est-ce que le ministre des Finances est prêt à dire que c'est assez, à prendre ses responsabilités et à demander à John Crow que le temps est arrivé de baisser les taux d'intérêt au Canada?

[*Traduction*]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le Règlement de la Chambre exige que je le fasse le plus tôt possible, alors je donne avis que je soulèverai la question de privilège à cause de la façon dont le député m'a décrit dans son entrée en matière. Je ne peux accepter ses propos calomniateurs.

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le député voudrait que le loyer de l'argent baisse. Le gouvernement du Canada le voudrait aussi. Nous croyons que le budget que nous avons présenté le fera baisser. C'est la position que j'ai prise dans l'exposé budgétaire même, et que j'ai réitérée à plusieurs reprises depuis.

Il faut cependant laisser travailler les marchés. Le gouverneur de la Banque du Canada, pas plus que le ministre des Finances, ne possède de baguette magique. Il faut que les actions des marchés agissent pour que le loyer de l'argent baisse.

Si la diminution est artificielle, il en résultera les mêmes difficultés que nous avons vécues dans les années 70. Le gouvernement de l'époque a négligé le problème de l'inflation, ce qui a provoqué le gâchis des années 80. C'est ce que, de notre côté de la Chambre, nous sommes décidés à éviter, même si les députés du Nouveau Parti démocratique sont bien aise de retomber dans le gâchis où le pays a été plongé à cette époque.

LE RETRAIT DE LA TAXE NATIONALE ENVISAGÉE—LA POSITION DU MINISTRE

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, le ministre sait parfaitement que l'un des